

Sur affaires-strategiques.info

Retrouvez les points de vue des chercheurs et des invités du site d'information de l'Iris :

-  **“Elections présidentielles en Afghanistan : un second tour en vue, a moins que...”** - Par Olivier GUILLARD, directeur de recherche à l'IRIS, 21 octobre
-  **“Rébellion au Yémen : vers une scission du pays ?”** - Par Barah MIKAÏL, chercheur à l'IRIS, 20 octobre
-  **“Etre Juif, au-delà du conflit au Proche-Orient”** - Par Esther BENBASSA, directrice d'études à l'Ecole pratique des Hautes études à la Sorbonne et auteur de « Etre juif après Gaza », 19 octobre
-  **“La Défense britannique dans la tourmente électorale”** - Par Bruno CARRÉ, chercheur associé à l'IRIS, 16 octobre
-  **“Entre COP 15 et désirs d'indépendance : les défis du Groenland”** - Par Damien DEGEORGES, doctorant en sciences politiques (Paris V), 16 octobre
-  **“Conférence de Copenhague : vers un accord global au-delà des clivages géopolitiques ?”** - Par Jean-Michel VALANTIN, spécialiste des questions de développement durable et d'environnement, 15 octobre

DOSSIER

QUAND AGRICULTURE RIME AVEC GÉOPOLITIQUE



Dossier dirigé par Barah MIKAÏL, chercheur à l'IRIS, 20 octobre

Le chiffre, aussi scandaleux soit-il, ne répond à rien de nouveau. Et pourtant, il convient d'y insister : selon la FAO, aujourd'hui, ce sont plus d'un milliard de personnes qui ne mangent pas à leur faim. Et il ne faudra probablement pas s'attendre à une amélioration dans les années à venir. Les politiques agricoles contemporaines, et le « productivisme contre-productif » les sous-tendant, sont loin d'être à la hauteur des défis.

http://www.affaires-strategiques.info/IMG/pdf/Quand_agriculture_rime_avec_geopolitique.pdf

Actualité stratégique en Asie

LE PAKISTAN COULE-T-IL ?

Olivier Guillard, directeur de recherche à l'IRIS / octobre

Rares (y en a-t-il du reste seulement eu ?) ont été les bonnes nouvelles à nous parvenir ces derniers mois du lointain Pakistan, fragile République islamique — et nucléaire — en tenailles entre le théâtre de crise afghan sur son flanc occidental, aux prises avec la détérioration des relations avec l'émergent voisin indien sur sa périphérie orientale, et, par delà cette géographie complexe, dans la tourmente d'une gestion de plus en plus complexe de ses rapports avec « l'allié stratégique » américain.

http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2009-10-15-asa56.pdf

Dans la presse

IL Y A DES DIVISIONS DANS LE GROUPE DES PAYS ARABES SUR LA DÉFINITION DES STRUCTURES DE L'UPM

Béligh Nabli par Ahmed Tazir / El Watan - Algérie / 17 octobre

L'UPM n'est pas morte. Le projet prend corps, mais à un rythme lent et de manière peu visible. Sur le plan institutionnel, la réunion des ministres des Affaires étrangères de Marseille, coprésidée par la France et l'Egypte, les 3 et 4 novembre 2008, a permis d'établir un programme de travail au niveau ministériel et technique. Depuis, des réunions de hauts fonctionnaires et d'experts ainsi que des rencontres ministérielles sont effectivement organisées. **SUITE PAGE 3**

LES JEUX OLYMPIQUES DE 2016 A RIO. LE SPORT ET LA GÉOPOLITIQUE

Pascal Boniface / Réalités - Tunisie / 15 octobre

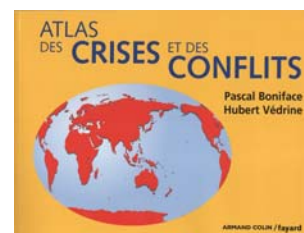
En attribuant les Jeux olympiques de 2016 à Rio de Janeiro, le CIO a montré une fois encore qu'il n'est pas seulement le dépositaire d'un événement sportif. C'est également un acteur géopolitique majeur. Car ce sont bel et bien des arguments géopolitiques qui ont prévalu pour faire de la ville brésilienne l'hôte des Jeux qui auront lieu dans sept ans. **SUITE PAGE 4**

L'EMPIRE DU SPORT

Pascal Boniface / Le Monde - Hors série / octobre

S'il y a un empire sur lequel le soleil ne se couche jamais, plus encore que " l'hyperpuissance américaine ", c'est bien celui du football. Inventé en Angleterre, au XIXe siècle, comme la démocratie moderne, il a plus certainement que celle-ci conquis le monde, de façon pacifique et en ayant reçu un accueil enthousiaste de tous les peuples qui se soumettaient volontairement à son imperium. **SUITE PAGE 5**

Parutions



Présentation pages 7 et 8

Médias

→ TÉLÉVISION

Y a-t-il une nouvelle forme d'antisémitisme en France?

À VENIR - Café Picouli, Pascal Boniface par France 5 (30/10)

Pakistan: la guerre aux Talibans

Le débat, Olivier Guillard par France 24 (19/10)

Amour d'un peuple pour son équipe de foot

Pascal Boniface par Canal + (19/10)

→ RADIO

Afrique du Sud et Brésil

Desautels, Pascal Boniface par Radio Canada (21/10)

Les élections afghanes

- Karim Pakzad par
- Yves Izard (France info, 21/10)
- Beur FM (20/10)
- Radio Suisse (20/10)
- Eric Barrière (Radio Orient, 20/10)
- Sandrine Dignocourt (Radio contact Belgique, 20/10)

Atlas des crises et des conflits

Allô la planète, Pascal Boniface par France Inter (20/10)

Pakistan: offensive contre les Talibans

Karim Pakzad par France Inter (18/10)

Les problèmes internes du Pakistan

Jean-Vincent Brisset par Pierre Bousset (Médi 1, 16/10)

Les équilibres stratégiques et militaires en Asie du Nord-est

Géoscopie, Jean-Vincent Brisset par Karim Douichi (SNRT, 15/10)

Manifestation

PUBLIC BERLIN, L'EUROPE, LE MONDE ET NOUS

Mercredi 28 octobre / Fnac Boulogne / Espace Landowski / Boulogne-Billancourt
Débat avec Pascal Boniface auteur de l'« Atlas du monde global » (Armand Colin), avec Pierre Grosser pour son livre « 1989 » (Perrin) et Daniel Vernet pour « 1989 - 2009, les tribulations de la liberté » (Buchet Chastel). En partenariat avec le Mouvement Européen à Boulogne.
Espace Landowski : 28 avenue André Morizet, 92100 Boulogne-Billancourt
[Plus d'information](#)

RESTREINT QUELLE RARETÉ ? RARETÉS NATURELLES ET RARETÉS ORGANISÉES

Jeudi 29 octobre / Clamart
1er séminaire IRIS/EDF de réflexion sur les ressources naturelles et les relations internationales.

ADHÉRENT ET POUR QUELQUES DEGRÉS DE PLUS... NOS CHOIX ÉCONOMIQUES FACE AU RISQUE CLIMATIQUE

Jeudi 5 novembre / Espace Kiron / Paris
Conférence-débat autour de Christian de Perthuis, professeur associé à l'Université Paris-Dauphine et conseiller scientifique de la Mission Climat à la Caisse des Dépôts, à l'occasion de la parution de son ouvrage « Et pour quelques degrés de plus... Nos choix économiques face au risque climatique » (Ed. Pearson).
[Renseignements : colloques@iris-france.org](mailto:colloques@iris-france.org)

Communiqué



RÉORGANISATION DE L'IRIS

La diversification des axes de recherche de l'Institut est un défi important pour un centre comme le nôtre. L'IRIS a su en quelques années développer de nouveaux programmes : religions, enjeux géopolitiques de l'énergie, appropriation et gestion de l'eau sur la scène internationale, gouvernance et transparence dans les exportations d'armement, etc.
Le renforcement de notre équipe de recherche nous conduit à des modifications dans l'organisation de l'IRIS.

Didier BILLION (précédemment Directeur adjoint de l'IRIS), **Karl-Erik GOFFINET** (précédemment Délégué général du GICAT) et **Monique TUFFELLI** (précédemment responsable des relations avec les pays partenaires au sein de la Division de la Diplomatie Publique de l'OTAN) sont nommés Chargés de mission auprès du Directeur de l'IRIS.

Alexandre TUAILLON, précédemment Directeur des relations extérieures, devient Directeur adjoint, aux côtés de Jean-Pierre MAULNY. **Boris CONTESSE**, précédemment Directeur administratif et financier devient Secrétaire général.

Arnaud DUBIEN, précédemment rédacteur en chef des lettres confidentielles « Russia Intelligence » et « Ukraine Intelligence », ainsi que de l'édition russe de la revue « Foreign Policy », revient à l'IRIS en qualité de Directeur de recherche Russie-CEI.

Enfin, **Sandrine PAULMIER** devient Directrice des Formations et **Nahid KARBAL** Directrice des événements et manifestations.

Remise des diplômes



GALA 2009
Vendredi 20 novembre

A l'occasion de la remise des diplômes

Détails sur
www.iris-france.org
ou au 01 53 27 60 69

Abonnement

Désinscription sur simple demande à :
contact@iris-france.org

→ PRESSE ÉCRITE

Les élections afghanes
Karim Pakzad par Agnès Froment (Direct Soir, 21/10)

Attentat en Iran
Karim Pakzad par Amelle Le Goff (20 Minutes, 21/10)

L'Afghanistan, un nouvel Iraq?
Pascal Boniface par La Vanguardia (13/09)

En Turquie, des tabous tombent
Didier Billion par Gabriel Vedrenne (Youphil, 12/10)

Formations professionnelles



DÉCOUVREZ LES PROGRAMMES DE FORMATION 2009/2010

> LES CYCLES APPROFONDIS

> d'octobre à juin :
« **COMPRENDRE LA SCÈNE INTERNATIONALE CONTEMPORAINE** »

> de janvier à juin :
« **CONNAISSANCE APPROFONDIE DU MOYEN-ORIENT** »

> LES MODULES THÉMATIQUES

> d'octobre à décembre :
« **DÉCOUVERTE DU MOYEN-ORIENT** »

> d'octobre à novembre :
« **INITIATION AUX QUESTIONS DE DÉFENSE** »
« **GÉOPOLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE** »

> de décembre à janvier :
« **LA MONDIALISATION APRÈS LA CRISE** »
« **CRIMINALITÉ ET DÉLIQUANCE INTERNATIONALES** »

> de janvier à février :
« **DÉCOUVERTE DU MAGHREB** »
« **LES MÉDIAS FACE AUX RELATIONS INTERNATIONALES** »

> de mars à avril :
« **QUESTIONS AFRICAINES** »
« **GÉOPOLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT** »

> de mai à juin :
« **STRATÉGIE, INFLUENCE ET INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE** »
« **GÉOPOLITIQUE DE L'EAU** »

IL Y A DES DIVISIONS DANS LE GROUPE DES PAYS ARABES SUR LA DÉFINITION DES STRUCTURES DE L'UPM

Béligh Nabli par Ahmed Tazir / El Watan - Algérie / 17 octobre

Depuis la mise en place de l'Union pour la Méditerranée, coprésidée par la France et l'Égypte, on a l'impression que le projet est mort-né, rien depuis juillet dernier. Que se passe-t-il ?

L'UPM n'est pas morte. Le projet prend corps, mais à un rythme lent et de manière peu visible. Sur le plan institutionnel, la réunion des ministres des Affaires étrangères de Marseille, coprésidée par la France et l'Égypte, les 3 et 4 novembre 2008, a permis d'établir un programme de travail au niveau ministériel et technique. Depuis, des réunions de hauts fonctionnaires et d'experts ainsi que des rencontres ministérielles sont effectivement organisées. Elles portent sur des sujets techniques pour discuter de projets précis - comme le projet des autoroutes de la mer - et non sur des questions politiques sensibles. Sur le plan politique, plusieurs facteurs gênent l'avancée de la mise en œuvre des projets. Outre la crise qu'elle a traversée en raison de l'offensive israélienne sur Gaza, il y a des divisions dans le groupe des pays arabes sur la définition des structures de l'UPM.

L'actualité a-t-elle joué un rôle dans la santé moribonde de l'UPM ?

L'offensive israélienne contre la bande de Gaza a suspendu toute action de l'UPM durant six mois, et ce, juste après son lancement. Cet épisode a éveillé ou renforcé - selon les cas - la méfiance des pays arabes sur un projet où Israël est partie prenante. D'ailleurs, le récent échec du candidat égyptien au poste de directeur général de l'Unesco n'est pas de nature à améliorer les rapports de confiance entre les acteurs étatiques des deux rives de la Méditerranée. Enfin, la question du financement des projets portés au sein de l'UPM s'est rapidement posée. Si les financements des projets sont négociés individuellement, on sait que beaucoup bénéficient du financement de la Banque européenne d'investissement (BEI). Or, sur ce plan, la crise financière aura un impact non négligeable, même si celui-ci demeure difficilement évaluable.

L'Algérie a toujours montré quelques réticences à la création de cette hyper structure. Que pensez-vous de ses motivations ?

L'Algérie est un pays riche, qui a l'avantage de s'être désendetté. Elle a donc plus de marge politique et peut se montrer plus exigeante que les autres États arabes. Ainsi, des voix se font entendre pour s'interroger sur l'intérêt de l'Algérie à s'engager dans cette aventure. D'autres craignent le choc concurrentiel : ouverture, décloisonnement de son marché avec les pays du Sud et choc avec les États membres de l'UE.

L'UPM sert-elle à quelque chose finalement ? Si oui, à quoi ?

L'objectif du projet d'Union pour la Méditerranée était de renforcer les liens entre les pays riverains de la Méditerranée et faire de cette région un espace de coopération et de solidarité. Le projet a pour vocation d'être le cœur et le moteur de la coopération entre la rive sud et la rive nord de la Méditerranée. En pratique, les questions sensibles politiquement sont évitées, au profit de projets concrets. L'Union pour la Méditerranée devrait ainsi améliorer les relations de l'UE avec ses voisins de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, redonner une nouvelle impulsion au dialogue euroméditerranéen de Barcelone lancé en 1995, en se concentrant autour de domaines d'action comme la dépollution de la Méditerranée, le développement de l'énergie solaire ou le développement des PME. Pour les pays du Sud qui n'ont pas de rentes pétrolières, l'UPM est susceptible d'attirer des investissements directs étrangers, à la condition de s'aligner sur le standard normatif établi par les règles européennes (voir l'accord de libre-échange entre la Jordanie, l'Égypte, la Tunisie et le Maroc). Les projets sont en majorité financés par la Banque européenne d'investissement (BEI), il y aura peut-être la création d'une Banque euro-Méditerranée de développement, mais pour que cela soit possible, il faut que la Banque euro-Méditerranée de développement puisse obtenir la même confiance que la BEI. C'est pour cette raison que sa création n'est pas encore décidée.

Que manque-t-il pour relancer la machine ?

Bien que pragmatique, la méthode qui consiste à vouloir d'abord réaliser des projets concrets a rapidement atteint ses limites. La volonté politique manifestée par certains États, aussi louable soit-elle, doit être à la mesure des questions politiques qui animent, rythment cette région du monde. Feindre de l'ignorer, c'est faire preuve d'une certaine naïveté et c'est courir le risque d'un échec retentissant. Se saisir des problèmes de fond est une question de crédibilité et de responsabilité internationales pour les différents protagonistes. Avant l'offensive israélienne sur Gaza, il y avait eu un compromis qui était de créer de nombreux secrétaires adjoints à côté du secrétaire général pour rendre le secrétariat plus politique. Cela avait été proposé aussi en contrepartie du choix de Barcelone pour le siège du secrétariat. Depuis, on est dans l'expectative, malgré les efforts de la France et de l'Espagne (qui prendra la présidence de l'UPM le 1er semestre 2010) pour trouver des solutions pour redynamiser l'UPM. ■

LES JEUX OLYMPIQUES DE 2016 A RIO. LE SPORT ET LA GÉOPOLITIQUE

Pascal Boniface / Réalités - Tunisie / 15 octobre

En attribuant les Jeux olympiques de 2016 à Rio de Janeiro, le CIO a montré une fois encore qu'il n'est pas seulement le dépositaire d'un événement sportif. C'est également un acteur géopolitique majeur. Car ce sont bel et bien des arguments géopolitiques qui ont prévalu pour faire de la ville brésilienne l'hôte des Jeux qui auront lieu dans sept ans.

Techniquement, les quatre dossiers étaient excellents. Chacune des villes candidates - Tokyo, Madrid, Chicago et Rio - aurait mérité d'organiser les Jeux. Ce n'est donc pas sur la capacité des villes à héberger, organiser et accueillir sportifs, journalistes et public que la décision a été prise. Si tel était le cas, d'ailleurs, il n'est pas sûr que Rio n'eût pas été légèrement en-dessous des dossiers de Madrid et de Tokyo. Le rapport d'évaluation publié début septembre ne permettait pas d'entrevoir de façon nette un favori. Le CIO a tenu à montrer qu'il entendait contribuer à façonner l'histoire. C'est sur cet argument que le Président Lula a joué. Il a plaidé pour que, pour la première fois (si l'on excepte Mexico en 1968), les Jeux aient lieu dans un pays du Sud. Au moment où l'on célèbre les pays émergents, où le G20 s'est substitué au G8, il avait un argument imparable. De même que les Jeux de 2008 sont venus reconnaître l'émergence de la Chine sur la scène mondiale, ceux de 2016 viendront couronner pour la première fois un pays d'Amérique latine et un géant du Sud. Les Jeux à Rio sont un nouveau signe de la multipolarisation du monde. Le CIO, en faisant ce choix, a voulu éviter d'être accusé de conservatisme géopolitique. Il préfère qu'on dise de lui qu'il accompagne, voire qu'il contribue, à façonner le mouvement de l'histoire.

Les candidatures de Madrid et de Tokyo étaient desservies par le fait que les Jeux avaient déjà été organisés en 2008 et en 2012 en Asie et en Europe. Tokyo avait mis en avant le rôle de catalyseur et d'intégration sociale de son projet, 84% des habitants étaient favorables à la candidature de la ville. Le niveau de violence urbaine pouvait cependant porter préjudice à la candidature de Rio, mais l'Afrique du Sud avait bien gagné l'organisation de la Coupe du Monde de Football pour l'an prochain malgré une délinquance beaucoup plus forte. Le Brésil en était, en outre, à sa quatrième candidature après celles de 2000, 2004 et 2012. Un nouvel échec aurait pu être perçu comme un affront, d'autant que les États-Unis ont déjà accueilli quatre fois les Jeux d'été et autant de fois les Jeux d'hiver. Les deux autres puissances émergentes des BRIC qui ont une véritable culture sportive, la Chine et la Russie (l'Inde ne rentrant pas dans cette catégorie), ont déjà obtenu leurs Jeux (été 2008 pour Pékin, hiver 2014 pour la Russie). Le Brésil va organiser la Coupe du Monde en 2014, ce qui donne des garanties en termes d'infrastructures mais peut faire un peu d'ombre à l'événement olympique en tant que tel. Le tandem Lula-Pelé a emporté la décision.

Lula est le seul homme politique en exercice à pouvoir rivaliser en popularité internationale avec Obama. Il est lui-même une star internationale : l'équipe formée avec le Roi Pelé, le sportif le plus célèbre au niveau mondial, a parfaitement fonctionné. On mesure l'impact politique des JO en constatant que les chefs d'Etat et de gouvernement des quatre pays candidats étaient présents. Contrairement à ce qui est dit, ce ne sont pas les enjeux économiques qui sont les plus importants. Ils existent, mais c'est surtout la visibilité et le prestige d'être le centre du monde au cours de l'événement le plus médiatisé de la planète qui comptent. Barack Obama a subi une défaite qui risque de réjouir ses adversaires politiques sur le plan intérieur. Mais sa marge de manœuvre était étroite. S'il n'allait pas à Copenhague devant le CIO, on l'aurait accusé d'avoir délaissé la candidature de Chicago et d'être responsable de la défaite. En s'y présentant, il l'a vécue en direct. Et même s'il s'est montré beau joueur, c'est un revers.

Si le CIO veut continuer à rendre les Jeux vraiment universels, il lui faudra prochainement penser à l'Afrique et au Monde arabe. C'est sa prochaine frontière. ■

L'EMPIRE DU SPORT

Pascal Boniface / Le Monde - Hors série / octobre

S'il y a un empire sur lequel le soleil ne se couche jamais, plus encore que " l'hyperpuissance américaine ", c'est bien celui du football. Inventé en Angleterre, au XIXe siècle, comme la démocratie moderne, il a plus certainement que celle-ci conquis le monde, de façon pacifique et en ayant reçu un accueil enthousiaste de tous les peuples qui se soumettaient volontairement à son impé-rium. La conquête, comme beaucoup d'autres, s'est faite initialement par les mers grâce aux marins anglais, les premiers clubs professionnels étant des villes portuaires : Hambourg, Le Havre, Bilbao, Barcelone, Gênes, etc. Elle s'est poursuivie par le chemin de fer et a été parachevée dans un premier temps par la radio, mais c'est bien sûr la télévision qui a donné une dimension réellement mondiale au football. La télévision fait de la planète un stade géant où, à un même moment, une grande partie de l'humanité vibre pour le même événement.

LA FIFA, MIEUX QUE L'ONU

Le football s'est imposé sur tous les continents, en Afrique et en Asie, initialement réticente à ce type de sport, où il concurrence désormais les arts martiaux traditionnels. Même s'il demeure moins implanté dans les anciennes colonies anglaises (États-Unis, Inde, Pakistan), le football peut être considéré stade suprême de la mondialisation, bien plus qu'Internet, la démocratie ou l'économie de marché. Les grandes vedettes mondiales du ballon rond sont des stars incontestées, des icônes connues et admirées sur tous les continents. Elles sont les citoyens les plus emblématiques du village mondial, plus encore que les leaders politiques ou les vedettes du cinéma.

La Fifa (Fédération internationale de football association), qui gère les compétitions, a d'ailleurs plus d'adhérents que l'Onu (208 contre 192). Elle réussit à accueillir en son sein à la fois Israël et la Palestine, la Chine continentale et Taïwan, qui ne peuvent cohabiter dans l'organisation mondiale.

La finale de la Coupe du monde est regardée au même moment par environ 2 milliards de téléspectateurs. La finale de la Champions League est également un rendez-vous planétaire, ainsi que ce que l'on appelle les " derbys mondialisés " du type Real Madrid vs Barcelone, Manchester vs Liverpool, Juventus de Turin vs AC Milan. Les jeux Olympiques sont le deuxième événement le plus suivi au niveau international. Ils se différencient de la Coupe du monde par la multiplicité des épreuves et, de ce fait, des caractéristiques physiques des concurrents. Le village olympique est une nouvelle tour de Babel où cohabitent toutes les couleurs, toutes les religions, toutes les morphologies. Quatorze pays ont participé aux JO

d'Athènes de 1896. 201 sont venus dans la même ville pour les Jeux de 2004. La croissance de la participation est liée aux événements géopolitiques (voir ci-dessous). La première vague est due à la décolonisation. La seconde à la désintégration de l'URSS et de la Yougoslavie consécutive à la chute du mur de Berlin. En 1912, avec la participation du Japon, c'est la première fois que les cinq continents sont représentés. Les cinq anneaux prennent tout leur sens. En 1988, les JO deviennent vraiment mondiaux et globalisés. Il n'y a plus de boycott géopolitique, comme lors des cinq précédentes olympiades. Un boycott n'est plus imaginable car chacun veut participer à la grande fête mondiale. Ceux qui le feraient se pénaliseraient en fait eux-mêmes. Si les grands événements sportifs mondiaux constituent les paradigmes les plus certains de la mondialisation, ils ont cependant une grande différence avec les autres (flux financiers, commerce international, économie de marché, standards culturels, Internet). Ils ne viennent pas effacer les identités nationales mais au contraire les renforcer. Les compétitions sportives viennent rappeler aux peuples qu'ils vivent au sein des frontières et qu'ils forment une communauté. Toutes les nations, jeunes ou anciennes, s'unissent ou se réunissent pour soutenir leur champion. Les compétitions, le match d'une équipe nationale de football, pardessus tout, sont un ciment de l'unité nationale. Ce réflexe a joué pour les nouvelles nations nées avec la vague des indépendances. Il a également joué pour les nouveaux pays nés de l'éclatement des empires multinationaux. Une équipe qui participe, c'est un drapeau qui flotte, un hymne national joué. C'est plus fédérateur car plus visible, plus immédiat, créant plus de proximité qu'une ambassade à l'Onu. C'est de la souveraineté au quotidien. Ce même phénomène joue aussi pour les États-nations anciens, soumis aux forces centrifuges (Italiens du Nord et du Sud, Flamands et Wallons, Brésiliens de São Paulo et de Recife, Chinois des zones côtières et continentaux, Tutsi et Hutu supportent ensemble leur équipe) et aux particularismes de tout poil.

RÉFÉRENDUM EN 90 MINUTES

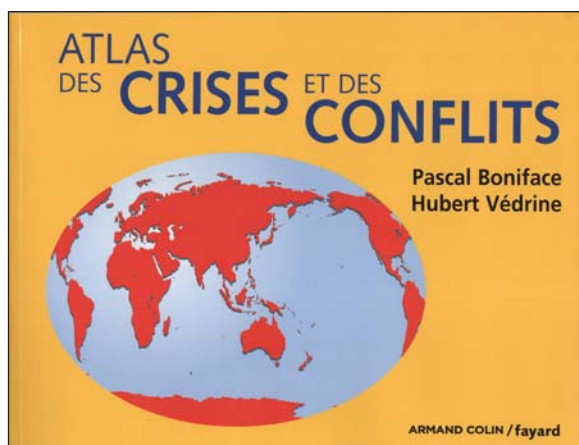
L'événement sportif et le soutien à l'équipe ou à la vedette nationale sont le plus sûr moyen de fédérer une nation, de consolider une identité nationale contestée. Les divisions sociales, ethniques, religieuses, régionales s'effacent. Le match de football est un référendum de 90 minutes au cours duquel la réponse est massivement " oui ". Par ailleurs, le patriotisme qui se développe est un patriotisme soft, non agressif.

(Suite page suivante)

On dit parfois que le sport, c'est la guerre parce qu'il y a une opposition entre équipes et qu'il vient flatter le nationalisme. La trêve olympique fut établie dans la Grèce antique au IXe siècle av. J.-C. Durant cette trêve, chacun pouvait se déplacer en toute sécurité pour participer ou assister aux Jeux. Les JO modernes n'ont pas de pouvoir magique. Ils n'ont pu éviter les guerres, y compris mondiales, au cours desquelles les olympiades prévues (1916, 1940, 1944) ont été annulées. C'est l'olympisme qui s'est effacé devant la guerre, non l'inverse. Bien sûr, les États récupèrent à leur profit les victoires de leurs sportifs. Pendant la guerre froide, l'Otan et le Pacte de Varsovie comparaient de la même façon leur nombre de médailles, d'un côté, leurs armes, de l'autre. Mais n'était-il pas préférable que leurs affrontements directs soient réservés aux stades et non pas aux champs de bataille ?

Le sport est plutôt la sublimation de la guerre, il permet une compétition qui est encadrée, qui se déroule selon des règles très précises et au sein de laquelle la violence est volontairement contenue. Celui, d'ailleurs, qui ne respecterait pas cette règle serait exclu de la compétition. Le sport constitue un espace résiduel des affrontements, comme une soupape de sécurité. Il limite l'affrontement au niveau symbolique et, de surcroît, une défaite n'est jamais définitive. Combien de per-

sonnes et surtout de jeunes découvrent d'autres pays, d'autres cultures, d'autres couleurs lors des Jeux ? Le sport, c'est l'ouverture sur les autres puisque l'on peut admirer un champion sans être de sa nationalité, de sa couleur de peau ou de ses convictions politiques. L'attention positive aux autres équipes, au monde extérieur, l'ouverture de frontières mentales déclenchée par la soif d'admirer des vedettes venues d'autres pays, d'autres continents qu'on découvre souvent à l'occasion est une école de pluralisme indispensable à la compétition et à la tolérance. Il est fort à parier que le premier contact qu'un enfant aura avec des pays étrangers se fera par ses icônes sportives. ■



ATLAS DES CRISES ET DES CONFLITS

Pascal Boniface
Hubert Védrine

(Armand Colin - 19,50 €)

La crise actuelle accapare notre attention et recouvre l'avenir d'un voile d'incertitude ; elle complique et rend plus périlleuse encore une donne mondiale caractérisée par la permanence de conflits anciens, au Moyen-Orient ou ailleurs, et l'apparition de nouveaux et graves facteurs de tension. Comprendre le monde pour ne pas se contenter de le subir et pour contribuer à son évolution positive est désormais l'affaire de tous.

Pascal Boniface et Hubert Védrine mettent ici leur talent d'analyse au service de chacun de nous. Ils voient plus loin, et plus clair. Rappelant les causes fondamentales des crises et des conflits locaux, ils se livrent au diagnostic du présent et scrutent l'horizon pour nous présenter, sur chacun des cas examinés, les scénarios possibles. Associant à une cartographie d'une clarté exceptionnelle des commentaires centrés sur l'essentiel, ils décryptent avec talent la complexité du monde et les lignes de force de son évolution.

PASCAL BONIFACE est directeur de l'Institut de Relations internationales et stratégiques / IRIS. Spécialiste de géopolitique, il enseigne à l'Institut d'Etudes européennes de l'université Paris 8.

HUBERT VÉDRINE a été à la présidence de la République de 1981 à 1995 successivement conseiller diplomatique, porte parole puis Secrétaire général, et ministre des Affaires Etrangères de 1997 à 2002.

SOMMAIRE /

I. LES CAUSES 5

II. LES CONFLITS 25

L'EUROPE 27

KOSOVO 29, LES BALKANS 31, RUSSIE / GÉORGIE 33, RUSSIE / UKRAINE 35, RUSSIE / PAYS BALTES 37, LA MOLDAVIE 39, LA TCHÉTCHÉNIE 41, CAUCASE NORD 43, ARMÉNIE / AZERBAÏDJAN 45, TURQUIE / ARMÉNIE 47, TURQUIE / KURDISTAN 49, CHYPRE 51

LES AMÉRIQUES 53

CUBA / ÉTATS-UNIS 55, COLOMBIE 57, HAÏTI 59

L'AFRIQUE 61

SAHARA OCCIDENTAL 63, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 65, GRANDS LACS 69, SOUDAN / DARFOUR / TCHAD 71, ETHIOPIE / ERYTHRÉE 75, SOMALIE 11

L'ASIE 79

CHINE / TAÏWAN 81, CHINE / JAPON 83, TIBET 85, CORÉE 87, SRI LANKA 89, BIRMANIE 91

L'ARC DES CRISES 93

ISRAËL / PALESTINE / PAYS ARABES 95, LIBAN 99, ISRAËL / IRAN 101, IRAN / ÉTATS-UNIS 103, IRAN / PAYS ARABES 105, IRAK 107, AFGHANISTAN 109, ASIE CENTRALE 113, INDE / PAKISTAN 115

III. LES SCÉNARIOS D'AVENIR 117

EN VENTE EN LIBRAIRIE
ou sur www.iris-france.org



AUTOMNE 2009

LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATEGIQUE **N°75**

Le monde occidental est-il en danger?

Dossier sous la direction de **Pascal Boniface**

SOMMAIRE /

Autre regard

De la relativité appliquée au terrorisme / Thierry Fragnoli

Éclairages

Argentine, Brésil, Mexique : pertinence du concept d'émergence / Jean-Jacques Kourliandsky

Les réfugiés irakiens en Syrie / Léa Conti Fabra

Qui s'est approprié la gestion de la paix et de la sécurité en Afrique ? / Romain Esmenjaud, Benedikt Franke

Le dialogue arméno-turc / Gaïdz Minassian

Dossier : Le monde occidental est-il en danger?

Éditorial / Pascal Boniface

Du monde occidental au temps de l'humanité : une révolution nécessaire / Marie-George Buffet

Des Occidentaux peu crédibles à « défendre les valeurs » / François Burgat

L'avenir de l'Occident et le monde musulman / Mustapha Chérif

Pour exister l'Occident a besoin d'épouvantails / Entretien avec Régis Debray

Crise identitaire du monde occidental / Doudou Diène

Le spectre d'Al-Qaïda / Jean-Pierre Filiu

Elargir et repenser la notion d'Occident / Fyodor Lukyanov

Don't Panik ! / Entretien avec Médine

Ce que l'Occident a apporté au monde / Michel Taubmann

Du G 20 au G 2 : y a-t-il encore une place pour l'Europe dans la cour des grands ? / Chenva Tieu

Barbarie et messianisme occidental / Entretien avec Tzvetan Todorov

Le danger de l'occidentalisme / Entretien avec Hubert Védrine

EN LIBRAIRIE

Lecture critique

Comptes rendus

Le trimestre des revues de relations internationales à l'étranger

LES ACTIVITÉS DE L'IRIS

EN VENTE EN LIBRAIRIE
ou sur www.iris-france.org